



Intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche

Accueil des chercheur·ses internationaux en France : De qui se moque-t-on ?

Le 5 mai Emmanuel Macron organise un ersatz de cérémonie d'accueil pour « les chercheurs du monde entier » qu'il appelle à rejoindre la France. Ce soudain intérêt du président pour la recherche, nationale ou internationale, questionne alors que l'enseignement supérieur et la recherche sont très brutalement attaqués aux Etats-Unis, avec une remise en cause tout à la fois des libertés qui président partout à la vie universitaire, de la libre détermination des sujets d'enseignement ou de recherche par les enseignants et les chercheurs, ou des financements permettant le plein fonctionnement des institutions d'enseignement et de recherche.

Des chercheur·ses sont brutalement licenciés, les budgets d'agences de recherche sur le climat comme la NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration), sur la santé comme la NIH (National Institutes of Health) ou sur l'espace comme la NASA (National Aeronautics and Space Administration) sont largement amputés, des bases de données sont brutalement fermées, les financements fédéraux de plusieurs universités sont gelés, des étudiant·es sont poursuivis par la justice. De nombreux projets de recherche internationaux sont à l'arrêt, les déplacements de chercheur·ses états-uniens sont entravés, leur participation à des groupes internationaux comme le GIEC remis en question.

Face à cette lame de fond à laquelle sont confrontées l'université et la recherche publiques, l'intersyndicale de l'ESR rappelle que pour lutter contre l'obscurantisme, il est urgent de défendre la liberté de production et de diffusion des savoirs, comme bien commun et facteur de progrès social. La solidarité envers la communauté de recherche mondiale s'impose et il est indispensable de pouvoir accueillir ces collègues tout comme celles et ceux empêché·es de travailler ou persécuté·es dans leur pays, quel qu'il soit.

Dans ce contexte, la mise en place d'une plateforme "Choose France for Science", annoncée par le Président de la République française, en réponse à la situation des chercheur·es aux Etats-Unis est choquante, voire indécente.

Indécente, car la politique du Président Macron depuis 2017 a considérablement affaibli l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR) en France non seulement par un sous-financement chronique, des regroupements forcés et un pilotage accru, mais aussi par des atteintes quasi incessantes à la liberté académique : attaques sans fondement de la Ministre Frédérique Vidal contre les sciences humaines et sociales, supposées gangrénées par de supposés chercheur·ses « wokistes » ou « islamo-gauchiste », sanctions disciplinaires contre des

chercheur-ses qui ont exprimés leur solidarité au peuple palestinien, interdiction de conférences et de séminaires sur la situation à Gaza dans les Universités de Lille, Lyon, Bordeaux, etc. S'y ajoutent les dispositions des Zones à Régime Restrictif (ZRR), qui conduisent à des dérives inquiétantes sur les libertés (dont celle de publication) et les recrutements sous couvert de sécurité nationale.

Et bien sûr le meilleur moyen d'affaiblir la recherche et la diffusion des connaissances est tout simplement d'assécher les finances publiques des établissements concernés. Sous la présidence Macron (2017 - 2022), le nombre de personnels enseignants titulaires a continué de baisser (-3,1% depuis 2015) tandis que celui des personnels enseignants contractuels explosait dans des proportions inquiétantes (+18,5%) et que le nombre d'étudiant-es augmentait (+325 000 / +12,5%), la part de la richesse nationale consacrée à la recherche est passée de 2,25 % à 2,22 % (quand les États-Unis y consacrent 3,47 %), le bâti universitaire est en phase de délabrement accéléré (57 % de passoires énergétiques, 1/3 de bâtiments « vétustes »). Après les coupes brutales dans les budgets de l'ESR en février 2024 (-600M€), le gouvernement Macron a encore taillé 950 M€ en 2025 (dont -493 M€ sur la mission enseignement supérieur et recherche)...

Dans ce contexte, les annonces du gouvernement Macron-Baptiste (ministre de l'ESR) ainsi que certains président-es d'université ne visent qu'à redorer leur image à peu de frais.

Loin de répondre aux besoins criants des travailleur-ses et des étudiant-es de l'ESR public, ces annonces sont choquantes : évoquer une enveloppe de plus de 300 000 € par an par chercheur-se états-unien accueilli quand le salaire moyen d'un-e enseignant-e-chercheur-ses en France s'élève à 63 000 € brut / an (rapport social unique 2022), quand des milliers d'ATER (attaché-es temporaires d'enseignement et de recherche) payés 22 % au-dessus du SMIC (ou 13 % en-dessous pour les 1/2 ATER), quand 170 000 vacataires sont payés sous le SMIC avec plusieurs mois de retard, quand 35 % des agent-es du secteur ont un statut précaire de contractuel. Et que dire de l'effondrement (-27 % depuis 2000 selon l'INSEE) du pouvoir d'achat des agent-es du secteur public, qui conduit à la paupérisation de toutes et tous, et en particulier des plus modestes (collègues de catégorie B et C notamment), qui assurent l'entretien et l'administration indispensables au fonctionnement de nos universités et organismes de recherche.

La recherche est œuvre collective, et la concentration des moyens sur quelques individus ou sur quelques laboratoires (comme le prévoyait le projet des Key Labs), dont la contrepartie est leur raréfaction pour la masse des autres, est en réalité un frein aux progrès indispensables.

Les organisations signataires, outre l'accueil décent de collègues empêchés ou persécutés dans leur pays, continuent de demander un budget ambitieux, à la hauteur des enjeux, pour le service public de l'ESR.

Paris, le 2 mai 2025